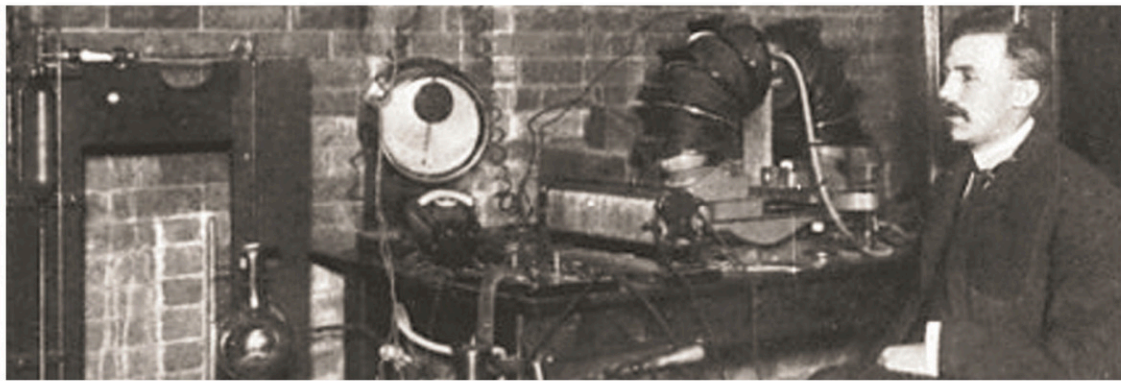


Sciences Montréal,  
berceau de la physique  
nucléaire Page B 6



Des relents de  
maccarthysme aux  
États-Unis? Page B 2

Entrevue avec Patrick  
Poivre d'Arvor sur les  
médias français Page B 3

# PERSPECTIVES

CAHIER B > LE DEVOIR, LES SAMEDI 25 ET DIMANCHE 26 MARS 2017

## Nécessaire, le budget annuel?

Le dernier budget fédéral a été critiqué parce qu'il reporte plusieurs décisions, alors qu'une telle attente ne repose que sur la tradition, rappelle une spécialiste

HÉLÈNE BUZZETTI  
Correspondante parlementaire  
à Ottawa

Le second budget de Bill Morneau n'est pas seulement passé au second plan mercredi à cause de l'attentat terroriste survenu à Londres. Il s'est valu les qualificatifs peu enviables de frugal, attentiste, rigide et verbeux. De fait, le budget fédéral de 2017 ne saupoudrera, au net, qu'un maigre 5,1 milliards de dollars sur six ans. Quand on pense que les revenus d'Ottawa totaliseront 1936 milliards sur cette même période, on mesure mieux la petitesse des réinvestissements. Mais faut-il s'étonner qu'un gouvernement ayant dévoilé ses intentions pluriannuelles en 2016 se présente les mains vides? Un budget annuel est-il même, dans le contexte, nécessaire? Survol historique des budgets au Canada.

Plusieurs penseront que Jennifer Robson a l'emploi le plus barbant qui soit. Cette aide-professeure à l'Université Carleton a, dans le cadre de son doctorat, lu tous les budgets, minibudgets et énoncés économiques du gouvernement canadien depuis la Seconde Guerre mondiale! Elle a calculé le nombre moyen de jours s'étant écoulés entre chacun (287), elle peut réciter les années où le budget a été appelé «intermédiaire» (1970) ou «supplémentaire» (1966) et elle se souvient du lieu de présentation des mises à jour économiques quand Stephen Harper a pris l'habitude de ne plus les faire à Ottawa (Victoria, Mississauga, Calgary, Fredericton, Edmonton, Toronto).

«Il n'y a pas d'obligation pour un gouvernement de déposer un budget à chaque année fiscale, rappelle M<sup>me</sup> Robson en entrevue avec *Le Devoir*. Ce qu'ils doivent déposer, c'est un document séparé qu'on appelle le budget principal des dépenses [en anglais, le terme consacré "estimates" marque mieux la différence] qui confère au gouvernement l'autorité de dépenser de l'argent provenant du fonds consolidé. [...] Ils pourraient ne faire que cela.»

En fait, au début du siècle dernier, la présentation d'un budget était un exercice assez ennuyeux, rappelle la professeure. «Le budget était tellement court, tellement monotone, tellement bref, qu'il était lu dans son entièreté et il était imprimé comme faisant partie de la transcription régulière des débats de la Chambre des communes. Il n'y avait pas de document séparé.» De nos jours, seul le discours du ministre des Finances vantant son bébé est lu à la Chambre.

Les choses changent au sortir de la Seconde Guerre mondiale, relate-t-elle. Le pays, comme d'autres, développe une capacité d'analyse économique qui faisait défaut, ce qui amène le gouvernement à présenter plus de documents en



CHUCK MITCHELL LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Pierre Elliott Trudeau (à droite) félicitait son ministre des Finances, Marc Lalonde, pour le dépôt de son budget en 1983. L'année suivante, son gouvernement déposait le premier budget considéré comme moderne, le premier à être «conçu comme un outil de marketing politique».

appui à son programme budgétaire.

Mais c'est en février 1984, à l'occasion du dernier opus du gouvernement de Pierre Elliott Trudeau, que le premier budget moderne est déposé. «C'est le premier budget qui a été conçu comme un outil de marketing politique», dit M<sup>me</sup> Robson. La page couverture neutre fait place à un couple heureux, arborant d'exubérantes coiffures de l'époque, marchant avec un enfant. C'est le «budget de la reprise» alors que le pays s'extirpe peu à peu d'une douloureuse récession.

Depuis 2008, les pages couvertures des budgets arborent systématiquement des photos donnant le ton (des hommes de la construction sur le budget de relance de 2009, une mère et sa fille s'engageant sur une «voie ensoleillée» en 2016) et portent un titre.

Le budget de Bill Morneau cette semaine a

été critiqué parce que reportant des décisions sur la défense nationale, la refonte de la fiscalité ou encore la taxe sur le carbone. Pourtant, une telle attente ne repose que sur la tradition, rappelle M<sup>me</sup> Robson. Rien n'oblige le gouvernement à utiliser son budget comme une déclaration de toutes ses intentions. On pourrait revenir à l'ancienne façon de faire, estime la professeure, même si elle reconnaît qu'il serait difficile de «remettre le génie dans la bouteille».

«Avec le temps, le système de gouvernance à Ottawa a été orienté de manière à voir le budget comme un moyen d'établir des priorités, de prendre des décisions politiques, ce qui inclut de faire des compromis. Le budget a donc un effet structurant sur le processus d'élaboration des politiques, et ce n'est pas en soi une mauvaise chose.»

Obligation ou pas, l'ancien premier ministre

et ministre libéral des Finances Paul Martin croit qu'il serait catastrophique de ne pas déposer de budget annuel comme cela est la tradition. «Sinon, ça va créer toutes sortes d'incertitudes et de questionnements dont on n'a pas besoin», dit-il en citant les marchés financiers. Il donne l'exemple des États-Unis, où le budget fait l'objet de tractations et de négociations, et donne lieu à bien des spéculations déstabilisantes pour l'économie, selon lui. «Ils ne sont pas capables de faire comme chez nous dans les régimes parlementaires.»

Plaidoyer pour un retour au «beige»

L'ancien directeur parlementaire du budget (DPB) Kevin Page se désole de la tournure

VOIR PAGE B 3 : BUDGET



ANDREW MEDICINI / POOL / AGENCE FRANCE-PRESSE

Les 27 chefs d'État de l'Union européenne (dont la chancelière allemande Angela Merkel) ont rencontré le pape au Vatican à la veille de la rencontre soulignant le 60<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome.

LES 60 ANS DU TRAITÉ DE ROME

## Triste anniversaire

Le 25 mars 1957, personne n'imaginait l'Europe dans son état actuel

CHRISTIAN RIOUX  
Correspondant  
à Paris

«L'Europe est notre avenir commun.» Voilà ce que l'on pourra lire en tête de la déclaration commune des 27 pays membres de l'Union européenne qui sera signée ce samedi à Rome. Derrière les sourires figés des chefs d'État et de gouvernement, on évitera évidemment de rappeler que pour parvenir à coucher cette déclaration sur le papier, il aura fallu des semaines de tractations. On aura évité de peu les veto grec et polonais. La Pologne étant opposée à l'idée d'une Europe à plusieurs vitesses évoquée à la fin de la déclaration.

En réalité, la célébration des 60 ans du Traité de Rome intervient dans une situation de chaos qu'aucun des pères fondateurs de l'Europe n'aurait pu imaginer. À quelques jours du lancement du processus de sortie du Royaume-Uni, le président néerlandais de l'Euro-

groupe, Jeroen Dijsselbloem, a d'ailleurs ouvertement accusé les pays du Sud de dépenser l'argent de l'Europe «en alcool et en femmes». Symbole du véritable chaos institutionnel que vit l'Union européenne depuis des mois, ce samedi, au moins six cortèges de manifestants défilent dans les rues de Rome.

Soixante ans après la signature du Traité de Rome par les six pays membres fondateurs de la Communauté économique européenne (CEE), l'Europe n'a jamais été si mal en point. Ni la crise de l'euro, ni la crise des migrants, ni celle du Brexit ne semblent derrière elle. Pas plus sur la Crimée que sur la Syrie, l'Union européenne n'a représenté une partie de la solution. Sans oublier la liberté de circulation, qui a été une véritable aubaine pour les terroristes islamistes qui ont frappé Londres, Paris et Bruxelles.

La stratégie de Monnet

«Le projet européen n'a jamais paru aussi éloigné du peuple

qu'aujourd'hui», admettait récemment le président du Parlement européen, Antonio Tajani. Longtemps dans le déni, les dirigeants européens ne cachent plus leur désarroi. «Jamais encore, je n'avais vu une telle fragmentation et aussi peu de convergence dans notre Union», a admis Jean-Claude Juncker, qui parle d'une «crise existentielle». D'ailleurs, le président de la Commission européenne ne se représentera pas en 2019.

Plus personne ne croit à l'adage du père fondateur Jean Monnet qui croyait que «l'Europe se ferait dans les crises, et qu'elle serait la somme des solutions qu'on apporterait à ces crises». En France, un sondage du journal *La Croix* nous apprend cette semaine que, si 66% des Français se disaient toujours attachés à l'Union européenne, une majorité (52%) en avait une opinion négative, 67% pensaient qu'elle fonctionnait mal et 28% voulaient carrément en sortir.

On n'hésite plus aujourd'hui à incriminer directement la

stratégie de Jean Monnet qui souhaitait ouvertement la dissolution des peuples européens dans le creuset des États-Unis d'Europe. Conscient que les nations européennes ne voulaient pas disparaître, Monnet voulait en effet créer une mécanique économique qui les tirerait malgré eux dans cette direction en créant des interdépendances économiques de plus en plus importantes sans jamais leur demander leur opinion. Les rares fois où on l'a fait, comme lors des référendums sur le traité de Maastricht (1992) et sur la Constitution européenne (2005), ils ont dit non ou exprimé une profonde division.

Toujours plus d'Europe?

Le philosophe Marcel Gauchet compare même la construction européenne à une

VOIR PAGE B 2 : UNION

Lire aussi L'éditorial de Guy Taillefer, *Revisiter l'Europe*. Page B 4

## PERSPECTIVES

ÉTATS-UNIS

## Le syndrome de la baudruche

JULIEN TOURREILLE



Après neuf semaines de présidence Trump, les contours de «l'Amérique d'abord» chère à la tête dirigeante des États-Unis en matière de politique étrangère restent encore largement à définir. Il est néanmoins possible de dresser un premier constat: telles des baudruches, ses vociférations et ses prétentions se dégonflent largement au contact de la réalité des affaires internationales.

Depuis qu'il est à la Maison-Blanche, Trump a intensifié les opérations militaires américaines en Syrie, en Irak et au Yémen. Il a imposé de nouvelles sanctions contre l'Iran et souhaitait faire pression sur la Chine en remettant en question, avant de se rétracter, le principe de la Chine unique. Son secrétaire d'Etat, Rex Tillerson, a clairement laissé entendre, lors de son premier déplacement à l'étranger, que, face à l'impasse diplomatique dans le dossier nucléaire nord-coréen, l'option d'une attaque préemptive contre Pyongyang était sur la table.

L'esthète de l'art de la négociation ferait-il sienne la «madman theory» chère à Nixon? L'imprévisibilité sera-t-elle le principe cardinal de la doctrine de politique étrangère du 45<sup>e</sup> président des États-Unis? Postuler qu'une telle doctrine existe déjà au sein de la Maison-Blanche présuppose que les actions entreprises depuis le 20 janvier soient délibérées. Le caractère impulsif de Trump et sa connaissance au mieux parcellaire des enjeux internationaux obligent à en douter.

## La guerre des clans

C'est également, voire surtout, oublier que la Maison-Blanche est le théâtre d'une épique lutte d'influence pour définir l'orientation de la politique étrangère. Deux clans s'affrontent. Le premier s'articule autour du conseiller à la sécurité nationale H.R. McMaster. Celui-ci s'est adjoint il y a une dizaine de jours les services de Nadia Schadlow, auteure de l'ouvrage *War and the Art of Governance*. Les positions de celle-ci sur l'usage de la force, sur l'importance de la dimension politique des interventions militaires et sur la nécessité de l'engagement international des États-Unis sont diamétralement opposées à celles du président. Elle sera responsable de la rédaction de la nouvelle stratégie de sécurité nationale. Ce document expose la vision du monde de toute nouvelle administration et sert de cadre directeur à la politique étrangère.

Schadlow, McMaster et le secrétaire à la Défense Mattis occupent des postes clés. Attachés à *soft power* et à un rôle actif des États-Unis dans le monde, ils apparaissent en mesure d'inscrire le président Trump dans la tradition de politique étrangère qui prévaut depuis 1945. Ils devront toutefois composer avec des rivaux qui chercheront à les marginaliser. Ce clan rival est mené par Stephen Bannon. Sa vision du monde a été clairement exposée lors d'un discours au Vatican en 2014. Selon lui, «l'Occident judéo-chrétien» est sous la menace de trois forces: le capitalisme de marché, le sécularisme et le «fascisme islamiste». Si Trump n'accorde pas la même importance à la religion que Bannon, ils partagent le même nationalisme économique et la même hostilité face à l'Islam.

Bannon a de toute évidence l'attention du président Trump. L'euroscépticisme assez récent de ce dernier et ses décrets migratoires ciblant des pays à majorité musulmane en attestent. Pour autant, le clan Bannon (dont font partie Jared Kushner et Sebastian Gorka) ne devrait pas être en mesure, hors contexte de crise majeure de type 11-septembre, de rivaliser avec les tenants d'une politique étrangère plus traditionnelle organisés autour de McMaster. Il est en effet en infériorité numérique et ses membres ne maîtrisent pas suffisamment les rouages bureaucratiques pour significativement réorienter la politique étrangère des États-Unis. Bannon murmure peut-être à l'oreille du président, mais il n'a ni l'expérience ni l'habileté d'un Dick Cheney.

## N'est pas Nixon qui veut

Depuis son investiture, Trump a piétiné les normes diplomatiques, utilisé l'invective dès qu'il s'est senti attaqué, froissé de fidèles alliés tels l'Allemagne, en manquant d'élégance avec la chancelière Merkel, et le Royaume-Uni, en accusant les services de renseignement britanniques de l'avoir espionné pour le compte du président Obama.

Passer pour imprévisible et incontrôlable peut donner l'illusion de faire peur aux adversaires et de contraindre les partenaires à modifier leurs comportements. C'est oublier un peu vite que cette approche élaborée par Nixon pour faire flancher les Nord-Vietnamiens fut un échec. Au demeurant, la baudruche Trump est d'ores et déjà largement dégonflée.

Il a certainement déjà raté l'opportunité de nouer un partenariat solide avec Moscou. Son mépris des alliances a été contourné. Son vice-président et son secrétaire à la Défense ont réitéré l'attachement des États-Unis à l'OTAN. En Asie-Pacifique, la menace nord-coréenne force son administration à rappeler l'importance des ententes avec le Japon et la Corée du Sud, deux pays auxquels le candidat Trump avait enjoint de faire plus d'efforts pour assurer leur sécurité.



Les directeurs du FBI, James Comey, et de la NSA, Michael Rogers, ont témoigné lundi devant la commission des renseignements au Capitole.

J. SCOTT APPLEWHITE ASSOCIATED PRESS

ÉTATS-UNIS

## « Russiagate » : des relents de maccarthysme ?

Lundi, après avoir révélé que le FBI enquêtait sur les liens éventuels entre Moscou et la planète Trump, le directeur de l'agence, James Comey, a mis en garde contre toute spéculation quant aux résultats de l'enquête. Cela n'empêche pas les conjectures d'aller bon train, tandis que des voix, surtout à gauche, déplorent l'émergence d'un «néomaccarthysme». Parmi ces voix, celle de Robert Parry, vétéran du journalisme américain d'investigation. Entrevue.

MARIE-CHRISTINE BONZOM

De la déposition sans précédent de James Comey et de Michael Rogers, directeur de la NSA, devant la commission des renseignements de la Chambre, il ressort que, durant la campagne, le FBI enquêtait sur les candidats officiels des deux partis dominant la vie politique américaine. La police fédérale a conclu son enquête sur Hillary Clinton avant le scrutin, mais l'enquête sur Donald Trump, désormais président, continue. Si le FBI établissait l'existence d'une collusion entre le gouvernement Trump et le gouvernement russe, les conséquences pourraient être historiques, la constitution tenant tout acte de trahison comme motif de destitution.

## Que retenez-vous des propos du patron du FBI devant la Chambre ?

Comme il l'a dit, il n'y a, pour le moment, pas de preuve à l'appui des soupçons d'une collusion entre le gouvernement russe et la campagne ou la présidence Trump qui aurait visé à saper la candidature de Clinton ou à orienter la politique américaine en faveur de Moscou. Il n'y a pas non plus de preuve qu'Obama ait ordonné des écoutes sur la Trump Tower. Au cours de ma carrière, j'ai mené des enquêtes sur les liens secrets entre un candidat à la Maison-Blanche et des intérêts étrangers et entre un président et des gouvernements étrangers (Nixon et les Vietnamiens en 1968, Reagan et l'Iran en 1980). Dans ce genre d'enquêtes, il y a d'habitude un grand nombre, parfois des dizaines, de sources qui permettent de corroborer l'information. Dans le cas présent, le FBI et la NSA enquêtent depuis juillet et malgré leurs immenses moyens, ces agences n'ont aucune preuve. Les médias tels que le *New York Times* et le *Washington Post* n'ont pas prouvé de collusion non plus. À ce stade, il n'y a donc que des suppositions.

## Pourquoi cette affaire accapare-t-elle Washington aux dépens de tout autre sujet ?

De nombreux acteurs veulent exploiter tout ce qui peut nuire à Trump. Beaucoup d'allégations sur la Russie émanent des services secrets américains. Par ailleurs, la défaite de Clinton face à Trump a sidéré et exaspéré les démocrates. Le parti fait tout pour bloquer Trump et le délégitimer. Les élus démocrates accusent

Trump d'être mou face à la Russie, voire d'être de méche avec Poutine. De leur côté, les républicains fervents d'une politique étrangère interventionniste, comme John McCain, attaquent Trump. À cela s'ajoutent les médias grand public qui ont une animosité envers Trump et relaient des soupçons sans preuve. Trump s'y met aussi et porte des accusations contre Obama qui, là aussi, ne semblent fondées que sur des soupçons.

## Êtes-vous taxé de trumpisme aux États-Unis ?

Je ne sais pas, mais en tout cas, je ne soutiens pas Trump. Je suis journaliste et je crois que, nous, journalistes, avons la responsabilité d'évaluer les preuves et de décrire la situation le mieux possible.

## Avec d'autres à gauche, comme le professeur Stephen Cohen qui est aussi chroniqueur dans The Nation, vous estimez que toute cette affaire a des relents de maccarthysme. Que voulez-vous dire ?

Le néomaccarthysme, c'est que l'idée même de parler avec des Russes est devenue une preuve de trahison. Le climat à Washington est étrange et le microcosme est devenu un peu dingue. Tout comportement sérieux semble s'être effondré, au Congrès, dans les médias grand public et à l'exécutif, tant du gouvernement Trump que de la fin du gouvernement Obama. L'exacerbation de l'esprit partisan et la confusion qui règnent ici sont dangereuses car elles ont trait à un dossier très délicat, celui des rapports avec la Russie, pays doté de l'arme atomique.

## Des relents de guerre froide aussi ?

Nous assistons à la fin d'une époque durant laquelle, depuis la fin de la guerre froide jusqu'à la fin de la présidence Obama, les États-Unis étaient considérés comme le leader d'un monde unipolaire qui peut intervenir quand et où il veut. Cette idée a été étirée à l'excès plusieurs fois, notamment avec l'invasion de l'Irak en 2003, l'intervention en Libye de 2011 et la longue guerre en Afghanistan. Cela nous a coûté très cher, en argent, en vies humaines et en capital politique. Puis, Trump se présente et prône que les États-Unis doivent abandonner ce rôle de gendarme du monde. Dans une certaine mesure, il a raison. Il essaie d'ajuster les États-Unis à l'émergence d'un monde multipolaire.

## UNION

SUITE DE LA PAGE B 1

structure «faite pour la clandestinité» et destinée à «favoriser un style de gouvernement paternaliste où les gens éclairés prennent entre eux, à bonne distance des passions et des pressions populaires, les décisions qui s'imposent» (*Comprendre le malheur français*, Stock). L'universitaire Marc Joly, affilié au Centre Marc Bloch de Berlin, décrit lui aussi le projet de Jean Monnet comme «celui d'un despotisme éclairé évitant la lumière» (*Le mythe Jean Monnet*, CNRS éditions). Quant à Coralie Delaune et David Cayla, ils évoquent un «fédéralisme cachottier» et une «fédéralisation furtive» (*La fin de l'Union européenne*, Michalon).

L'autre tabou qui a sauté depuis peu, c'est celui du «toujours plus d'Europe». Cette idée a d'abord été formulée dans le préambule du Traité de Rome, qui affirmait que les signataires s'engageaient à «établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens». Le plus surprenant est que ce texte a été écrit par le gaulliste Jean-François Deniau. Le quotidien *Le Monde* nous rappelait récemment que ce texte se voulait plus littéraire que juridique et ne devait surtout pas avoir force de loi. Or, il a servi à fonder de nombreuses décisions de la Cour européenne.

## Les scénarios de Juncker

La conviction que les choses ne peuvent plus continuer comme par le passé est telle qu'au sommet de Rome ce samedi, le président de la

Commission européenne, Jean-Claude Juncker, présentera un livre blanc proposant cinq scénarios d'avenir pour l'Union européenne. Parmi ces scénarios, Jean-Claude Juncker envisage la poursuite de l'intégration actuelle, la réduction de l'Union européenne à une simple zone de libre-échange, une intégration plus poussée à marche forcée et enfin une Europe à plusieurs vitesses où certains pays pourraient avancer plus vite dans l'intégration sans attendre les autres. Fait significatif, aucun des scénarios ne prévoit de révision des traités européens. Bref, il s'agit toujours de transformer l'Union en évitant le plus possible de consulter les peuples et les parlements.

C'est évidemment le dernier scénario qui a eu les faveurs du président de la Commission. C'est aussi le choix de François Hollande, qui quittera l'Élysée dans près d'un mois. Ce scénario est aussi repris par le favori de la campagne présidentielle française, Emmanuel Macron. Angela Merkel, qui s'y était pourtant toujours opposée, s'est aussi ralliée. «Nous avons appris de l'histoire des dernières années qu'il y aura une Union européenne avec différentes vitesses et que chacun ne prendra pas part aux mêmes degrés d'intégration», a-t-elle déclaré le 14 février dernier.

L'idée n'est pas nouvelle. Elle a déjà une bonne vingtaine d'années. Reste à savoir ce que signifient ces «divers degrés d'intégration». L'idée a déjà braqué contre elle les pays de l'Est. La Pologne en particulier y est féroce-ment opposée, comme elle l'est à la vieille domination franco-allemande.

## Et le noyau franco-allemand...

De nombreux analystes se demandent néan-

## Qui est Robert Parry ?

Robert Parry est un auteur et vétéran du journalisme d'investigation. Il a enquêté sur des dossiers épineux pour Associated Press, *Newsweek* et le magazine *Frontline* de PBS. C'est lui qui a dévoilé l'affaire Iran/Contra sur les agissements de la CIA et du président Reagan en Iran et au Nicaragua. En 1995, il fonde le Consortium pour le journalisme indépendant et lance un site Web consacré au journalisme d'enquête. Robert Parry a reçu deux des récompenses les plus prestigieuses du journalisme américain: la Médaille du journalisme indépendant de l'Université Harvard et le Prix George Polk.

## Qu'est-ce que le maccarthysme ?

Au début des années 1950, le gouvernement américain, sous l'impulsion du sénateur Joseph McCarthy, lance une vaste chasse aux sorcières contre la menace soviétique et tous ceux qui semblent, aux yeux de Washington, la personnifier. Des milliers d'Américains — fonctionnaires, enseignants, syndicalistes, vedettes du cinéma, de la radio ou de la musique — ont ainsi été accusés d'allégeance communiste, souvent sans aucune preuve, et soumis à des interrogatoires sur leurs prétendues connexions russes. Avec le temps, ce terme en est venu à décrire toute chasse aux sorcières du genre, et les accusations non fondées et attaques démagogiques sur le caractère ou le patriotisme d'adversaires politiques qui en découlent.

Philippe Orfali

laire. Mais il y a des politiciens à gauche comme à droite qui rejettent cet ajustement ou ne veulent pas d'un monde multipolaire. Chez les républicains, McCain est de ceux-là. Chez les démocrates, c'est un vrai revirement: ils deviennent davantage des «faucons» et suivent en cela la voie d'Hillary Clinton et de l'Obama du second mandat. Nous sommes entrés dans une nouvelle guerre froide.

Collaboratrice  
Le Devoir

moins comment le scénario d'un «noyau dur» de l'Union européenne pourrait se réaliser alors que, depuis des années, on assiste à un éclatement du traditionnel couple franco-allemand. Beaucoup doutent qu'il soit plus facile de s'entendre à 6 qu'à 27. Certes, Angela Merkel et François Hollande soulignent depuis quelques semaines l'urgence de faire l'Europe de la Défense. Mais, ils font mine d'oublier leurs profonds désaccords sur le Mali, le Liban et les nombreuses interventions françaises en Afrique.

L'an dernier, le chercheur Jakub J. Grygiel de l'Université John Hopkins envisageait un scénario complètement différent qui n'a pas été repris par Jean-Claude Juncker. Il affirmait dans la prestigieuse revue *Foreign Affairs* qu'«une rationalisation de l'Europe pourrait être la meilleure perspective pour assurer la sécurité». Selon lui, en matière de sécurité, qu'il s'agisse de sécurité monétaire ou de lutte contre le terrorisme, la construction actuelle sera toujours bancale. Un retour aux frontières nationales serait préférable, écrivait-il, et «ce ne serait pas nécessairement une tragédie». Ce qui n'empêcherait pas les pays européens de s'engager dans de nouvelles alliances sur la base de leurs propres intérêts.

Le dernier scénario que personne n'a semblé-t-il envisager est celui d'un lent et douloureux pourrissement de la situation actuelle. C'est peut-être pour éloigner cette malédiction que les 27 chefs d'État et de gouvernement ont rencontré le pape François vendredi soir à la veille de l'ouverture du sommet de Rome.

Le Devoir

## PERSPECTIVES

## Les élus québécois serrent les coudes devant la dernière salve du Maclean's

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

La chronique d'Andrew Potter dans le magazine *Maclean's* a suscité un élan de solidarité insoupçonné au Québec, à tout le moins pour l'auteur de l'article controversé vite qualifié de «*Québecophobe*».

«*Presque mentalement aliénée*», la société québécoise manque cruellement de solidarité. Ce «*malaise social*» exacerbé par un déficit en capital social explique le cafoillage dans les opérations visant à sortir du pétrin les centaines d'automobilistes immobilisés sur l'autoroute 13 après une sérieuse bordée de neige il y a près de deux semaines, concluait-il dans un article qui s'est vite retrouvé dans la rubrique «*Editor's Picks*» du *Maclean's*.

Les élus de l'Assemblée nationale ont serré les coudes devant la dernière salve du *Maclean's*. Le directeur de l'Institut d'études canadiennes, Andrew Potter, a «*étalé ses préjugés*» envers la société québécoise, a lancé le premier ministre Philippe Couillard, mettant dans l'embarras l'Université McGill.

Ni une ni deux, M. Potter s'est rétracté. Puis, 48 heures plus tard, il a annoncé sur les réseaux sociaux qu'il avait renoncé à son «*job de rêve*» à l'Institut d'études canadiennes en raison de «*la réaction négative [qui persistait] au sein de la communauté universitaire et du grand public*» à son texte.

Plusieurs personnes «*from coast to coast, to coast*» se sont toutefois dites attristées de voir M. Potter plier l'échine, y voyant une attaque contre la liberté d'expression et la

liberté intellectuelle.

«*Le véritable crime de Potter n'est pas ce qu'il a écrit. C'est celui qu'il l'a écrit, la langue dans laquelle il l'a écrit et pour qui il l'a écrit*», soutenait le chroniqueur politique Don Macpherson dans *The Gazette*. Sinon, comment expliquer que les élites politiques aient dénoncé avec «*véhémence*» l'article de Potter, mais aient traité avec «*indifférence*» une chronique sur la «*déliquescence*» du Québec signée par Richard Martineau dans *Le Journal de Montréal*? «*Nos vieux macèrent dans leur merde, des gens crèvent asphyxiés dans leur auto, nous ne sommes même plus capables de gérer une tempête de neige, des fonctionnaires sont payés à ne rien faire...*» a-t-il écrit. Mais aucun cri d'indignation dans l'Hôtel du Parlement.

Un stratège politique souligne qu'«*entre frères et sœurs, on se permet tous les coups*». «*Mais, quand le voisin s'en prend à nous, la famille fait bloc et contre-attaque.*»

Intolérance à l'endroit du Québec «*inesthétique*»

Le magazine *Maclean's* n'en est pas à sa première controverse. Le fleuron de Rogers Communications s'était attiré les foudres pour avoir qualifié Montréal de ville «*corrompue, chaotique et dirigée par la mafia*», puis le Québec de «*province la plus corrompue au Canada*», respectivement à l'automne 2009 et à l'automne 2010. La une où on voyait le Bonhomme Carnaval marcher tout sourire avec une mallette débordant de billets de banque avait marqué les esprits.

Les patrons de presse du ROC

ont toujours eu un faible pour les textes au sujet de la prétendue corruption gangrenant le Québec, fait remarquer l'ex-journaliste du *Toronto Star* Robert McKenzie, qui a parcouru les couloirs de l'Assemblée nationale pendant quatre décennies. «*Quand j'ai commencé en 1964, la une nous était garantie si on pouvait tomber dans une de ces deux catégories, "Montreal, crime capital of Canada" et puis "Priest Ridden Province"*», relate-t-il au *Devoir*.

Le grand quotidien torontois *The Globe and Mail* — qui est d'ailleurs venu à la rescousse de M. Potter cette semaine — n'est pas en reste. En 2006, il avait publié dans ses pages une chronique incendiaire dans laquelle la journaliste Jane Wong tissait un lien entre les fusillades meurtrières de l'école Polytechnique, de l'Université Concordia et du Collège Dawson et «*le sentiment d'aliénation au Québec*» renforcé par «*l'infâme loi 101*».

Près de 10 ans plus tôt, le sociologue Guy Rocher avait identifié la différence comme l'une des principales racines du «*Quebec bashing*». Il soutenait que «*le Québec francophone apparaît comme étant inesthétique dans l'idéologie unitariste, égalitariste et assimilationniste*» dominante dans la fédération canadienne. «*C'est ainsi qu'au nom de l'égalité, de la justice et de la beauté canadiennes, on assiste au déclin de la diversité canadienne et que s'est élevé un vent d'intolérance à l'endroit du Québec francophone comme on n'en avait encore jamais connu*», avait-il déclaré lors d'un colloque organisé en 1997, soit deux ans après le référen-

dum sur l'indépendance du Québec de 1995.

Le coût du «*Quebec bashing*»

Le «*Quebec bashing*» a un prix, a fait valoir le chef du Parti québécois, Jean-François Lisée, cette semaine à l'Assemblée nationale. «*La distinction du Québec dérange. Les Canadiens aimeraient qu'on soit une province comme les autres, et petit à petit s'est développé le fait que nous sommes des enfants gâtés*», a-t-il affirmé lors d'un point de presse.

Le gouvernement fédéral est sensible, selon lui, à cette profonde antipathie du «*Rest of Canada*» à l'égard du Québec. Il en veut pour preuve le 2<sup>e</sup> budget du ministre Bill Morneau — que le PQ tenait cette semaine à désigner par son nom complet, soit William Francis Morneau. «*On ne peut pas avoir notre juste part politiquement à Ottawa. C'est toxique d'avoir l'air de s'intéresser au Québec et c'est une situation qui s'aggrave à chaque article de Maclean's, à chaque "Quebec bashing". C'est malheureux, mais c'est comme ça*», a dit le chef de l'opposition officielle. A ses yeux, le 2<sup>e</sup> budget Morneau perpétue cette situation d'«*injustice systémique fédérale envers le Québec*» grâce à la complicité des 40 élus libéraux fédéraux, y compris le premier ministre, Justin Trudeau.

Force est de constater selon M. Lisée que «*le Québec n'est ni aimé ni respecté dans le Canada*». «*Il lui reste la possibilité d'être craint avant d'en sortir*», a conclu le chef péquiste.

Avec Dave Noël  
Le Devoir

## La peau de l'ours

MICHEL DAVID



Le gouvernement Trudeau s'est dit surpris par les hauts cris que le budget Morneau a fait pousser à Québec, où on espérait plus de précision sur le financement des infrastructures de transport en commun. Le premier ministre canadien a accusé son homologue québécois de jouer un «*jeu*» politique. Comme si cela était anormal pour un politicien!

Depuis son élection, M. Trudeau a lui-même démontré de grandes aptitudes à ce jeu. Le gouvernement Couillard a appris à ses dépens qu'une saine méfiance est de mise. Il avait apparemment été averti 24 heures à l'avance que le budget ne contiendrait pas d'engagement formel, mais qu'Ottawa serait disposé à investir plus d'un milliard, via la future Banque d'infrastructures, dans le projet de Réseau électrique métropolitain (REM) piloté par la Caisse de dépôt.

On peut néanmoins comprendre M. Couillard d'avoir tiqué, jeudi, en entendant son vis-à-vis canadien déclarer que «*ce n'est pas à Ottawa de déterminer quel sera le projet final, le projet prioritaire*». Pourquoi M. Trudeau parlait-il d'un projet au singulier, alors que Québec a toujours été très clair sur son désir de voir le gouvernement fédéral contribuer non seulement au financement du REM, mais aussi à celui du prolongement de la ligne bleue du métro et au SRB à Québec. Le français de M. Trudeau a beau être très approximatif, il est quand même capable de compter jusqu'à trois.

◆◆◆

Vendredi, M. Trudeau semblait animé d'un nouvel enthousiasme pour ces projets et M. Couillard ne demandait pas mieux que de paraître rassuré, mais il serait prématuré de vendre la peau de l'ours tant qu'on ne connaîtra pas les coûts définitifs et le niveau de la participation fédérale. Comme chacun le sait, le diable se cache dans les détails.

Durant la campagne électorale de 2015, M. Trudeau avait très clairement laissé entendre que son gouvernement serait plus généreux que celui de Stephen Harper dans le financement des soins de santé, mais les conditions qui ont été imposées aux provinces prévoient exactement la même augmentation de 3% du Transfert canadien en santé (TCS) que celle décrétée par le gouvernement conservateur.

Le dossier de la Série C a constitué une autre déception amère pour le gouvernement Couillard. L'aide qu'Ottawa a apportée en extremis à Bombardier était si modeste qu'elle en était presque insultante, quand on la compare aux milliards qui ont été engloutis dans l'industrie automobile ontarienne et le pétrole de l'Ouest.

Les propos de Pierre Moreau, qui a déploré la passivité des élus québécois à la Chambre des communes, traduisaient bien la déconvenue du gouvernement Couillard, qui s'était imaginé que les choses changeraient à Ottawa avec le retour des grands frères fédéraux.

La plupart sont des novices qui ne pèsent pas lourd au conseil des ministres et il n'y a pas l'équivalent d'un Jean Pelletier dans l'entourage de M. Trudeau. L'absence d'un lieutenant québécois ayant l'oreille du premier ministre ne facilite pas non plus la communication entre les deux capitales. Finalement, la voix de Québec inc. semble complètement enterrée par celle de Bay Street.

◆◆◆

Jean-François Lisée reproche à M. Couillard d'être lui-même responsable du faible rapport de force dont le Québec bénéficie face à Ottawa. Il est vrai qu'à entendre le premier ministre québécois répéter que l'indépendance serait une véritable catastrophe, le gouvernement Trudeau ne ressent aucune obligation de démontrer les avantages du fédéralisme. Jean Charest avait beau être un ardent Canadien, il reconnaissait au moins qu'un Québec indépendant serait économiquement viable.

M. Couillard répute à recourir à la stratégie que le politologue Léon Dion qualifiait un peu crûment de «*couteau sous la gorge*», mais il demeure que les plus importantes concessions faites au Québec au cours des dernières décennies ont été motivées par le souci de préserver l'unité canadienne.

Encore faut-il que la menace soit minimale et crédible. Un gouvernement péquiste pourrait-il réellement faire mieux alors que la souveraineté recueille l'appui d'à peine un Québécois sur trois? Si M. Lisée a décidé de reporter la tenue d'un nouveau référendum, c'est évidemment parce qu'il sait très bien que les Québécois n'en veulent pas. À Ottawa, on le sait aussi.

Il y a seize ans, Lucien Bouchard a décidé de jeter l'éponge quand il s'est rendu compte que les Québécois ne réagissaient plus aux vexations d'Ottawa. Depuis ce temps, le rapport de force du Québec est allé en s'affaiblissant et la baisse de son poids démographique dans l'ensemble canadien ne peut qu'accroître cette tendance.

À l'élection du 19 octobre 2015, le PLC a remporté deux fois plus de sièges en Ontario qu'au Québec. Il n'est pas nécessaire d'être un grand stratège pour comprendre où le gouvernement Trudeau a intérêt à distribuer ses largesses. C'est ce qu'on lui fera valoir quand viendra le temps de décider où installer la Banque d'infrastructures, si ce n'est déjà fait.

mdavid@ledevoir.com

FRANCE

## Des liens rompus à réparer

Le lien entre citoyens, médias et politiciens est mis à mal, croit Patrick Poivre d'Arvor

PHILIPPE PAPINEAU

À voir les médias français se faire chahuter par les politiciens de tous horizons et leurs partisans depuis le début de la présente campagne présidentielle, il est difficile de ne pas faire de liens avec ce qu'on vécu les journalistes américains dans les derniers mois. «*Pour les candidats, ce sont des proies faciles*», croit le journaliste, animateur et écrivain français Patrick Poivre d'Arvor, rencontré lors d'un passage à Montréal.

Une récente analyse du journal *Le Monde* multipliait les exemples des candidats sortant les crocs contre le quatrième pouvoir: des journalistes hués dans un meeting de François Fillon; d'autres bannis des réunions de Marine Le Pen; Jean-Luc Mélenchon qui présente certaines publications comme «*des canons à ordures*».

Patrick Poivre d'Arvor, qui a été présentateur vedette à la télé française pendant de longues années, voit quelques parallèles avec la politique américaine.

«*Pourquoi ils ont ces réactions? Parce qu'ils ont remarqué que ça marche bien. Ça marche vis-à-vis de leur électorat. On s'en prend soit aux juges soit aux journalistes, et en ce moment on récolte des tonnerres d'applaudissements dans les salles de meeting, raconte celui qui a aussi écrit plusieurs romans et essais. Or, dans la vie, la plupart de ces politiciens-là sont adorables avec les journalistes, mais publiquement, ils en profitent parce que ce sont des proies faciles.*»

## Hors système

Celui que l'on surnomme PPDA, et qui a longtemps été parodié en France dans les *Guignols de l'info*, était de passage au Québec en marge du spectacle musical *Edgar et ses fantômes*, qui se déplacera à Paris en 2018 et dans lequel il tiendra le rôle d'Edgar Fruittier. Poivre d'Arvor travaille en ce moment au poste d'informations CNews, — anciennement i-Télé —, où il anime une émission littéraire en plus de participer à une émission d'analyse politique et sociale.

«*Je vois deux liens fondamentaux qui sont rompus en France*, explique-t-il. *D'abord entre les citoyens et leurs hommes politiques, et ensuite entre les citoyens et leurs médias. Et donc les gens se méfient de tout le monde, et on met tout le monde dans le même sac. C'est un problème grave.*»

Dans cet écosystème, il lit donc cette tendance à se positionner comme «*hors système*».



JACQUES NADEAU LE DEVOIR  
Patrick Poivre d'Arvor, qui a commencé à travailler dans les médias en 1971, estime que les temps sont durs pour la presse en France.

«*Il y a des gens qui font leur feuille de route avec le fait d'être hors système, et il y en a un qui a été élu juste à côté de chez vous, il y a à peine trois mois — alors qu'en fait c'était le candidat d'un autre système.*»

Selon lui, la politique française n'y échappe pas, affirmant que deux des candidats qui pourraient vraisemblablement franchir le second tour usent de cette carte. «*Il y a Marine Le Pen, qui rejette le système depuis très longtemps, et l'autre, Emmanuel Macron, qui dit n'être ni de droite, ni de gauche, qui dit inventer son truc, sans parti. C'est une boîte de pandore, on verra ce qui ressortira de ça.*»

## Sale temps pour les journalistes

L'homme de 69 ans, qui a commencé à travailler dans les médias en 1971, estime que les temps sont durs pour la presse en France. Il évoque les enjeux financiers, les ventes en baisse, et l'adaptation aux nouveaux modes de consommation de l'information. Sans oublier la vitesse de production, plus rapide que jamais. «*Les choses vont beaucoup plus vite qu'avant, et*

*soyons honnêtes, elles vont beaucoup trop vite. Il y a moins de temps pour la réflexion, pour le vrai débat, et on est toujours sur l'instantanéité, la réaction, presque immédiate. C'est un problème.*»

Il estime toutefois qu'il existe un «*vrai avenir*» pour la profession de journaliste, et que si Internet a un rôle à jouer dans la perte de confiance du public envers le métier, c'est peut-être aussi par là que les médias pourront redorer leur blason. «*Il faudra qu'il y en ait qui puisse encadrer davantage tous ceux qui distillent des informations, il faut qu'il y ait des gens qui recoupent les informations avant de les donner toutes crues.*»

Quant à ce qu'on appelle le cinquième pouvoir, celui du citoyen qui peut désormais prendre la parole en public, il n'y croit pas. «*Le public, il est là, c'est très intéressant, c'est lui qui nous lit, nous écoute et nous regarde, et c'est lui qui vote, ça, c'est normal. Mais quand il pense prendre la place des politiques ou des journalistes, là il est moins dans son rôle. Et c'est aux journalistes à continuer à exister, à imposer leurs vues.*»

Le Devoir

## BUDGET

SUIVE DE LA PAGE B 1

politique prise par les budgets fédéraux. Lui qui les lit depuis 1981 (il était fonctionnaire fédéral avant de devenir DPB) constate que l'enrobage politique des budgets complique la vie à quiconque tente de retracer la provenance des fonds annoncés: les

sommes dévoilées sont amalgamées avec des fonds promis antérieurement ou proviennent de réaffectations passées plus ou moins sous silence. L'artifice permet de marquer des points politiques, certes, mais il brouille les cartes pour quiconque tente de comprendre les opérations financières du gouvernement.

«*La pression pour recycler les trucs est tellement grande quand il n'y a pas de ressources*, note-t-il. *Nous avons fait du budget cet évé-*

*ment annuel qui doit tout régler pour l'année. Quand vous êtes au gouvernement et militez pour quelque chose, si vous n'êtes pas dans le budget, ça ira à l'année prochaine. Mais ça n'a pas besoin d'être comme ça.*»

M. Page déplore de plus que cette enflure politique se fasse au détriment de ce qu'un budget devrait véritablement être: une analyse de la situation économique et une prédiction des revenus et des dépenses. Il se montre très dur en-

vers le dernier budget Morneau. «*Sa section réservée à l'analyse économique est probablement la plus faible que j'ai vue au cours des dernières années.*» Selon lui, le budget devrait revenir aux sources et les annonces plus politiques devraient en être extraites et étalées au courant de l'année. «*Il y a de moins en moins d'annonces au courant de l'année. Ce n'est pas une bonne chose.*»

Le Devoir

## ÉDITORIAL

TRAITÉ DE ROME

## Revisiter l'Europe

L'Union européenne (UE) n'en est pas à une crise près, mais son existence n'a peut-être jamais été plus troublée qu'elle ne l'est en ce 60<sup>e</sup> anniversaire de sa fondation. Que l'UE économique et mondialisante retombe sur ses pieds est plutôt plausible. C'est l'Europe politique qui souffre. Preuve qu'elle est en panne d'allant réformiste et que cet allant passe par plus de démocratie. En est-elle capable?

C'est l'ancien premier ministre britannique Winston Churchill qui en 1946, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, rêvait tout haut, dans un discours à l'Université de Zurich, d'«un genre d'États-Unis d'Europe» au sein duquel «il n'y aurait pas de limite au bonheur et à la prospérité». L'histoire a décidé que, si ce rêve prend aujourd'hui dangereusement l'eau, la faute en incombe en bonne partie à ses compatriotes qui, pour avoir depuis toujours été pétris d'ambivalence face à l'intégration européenne, ont fini par dire oui au Brexit lors du référendum de l'année dernière.

La «célébration» ce samedi dans la capitale italienne du 60<sup>e</sup> anniversaire du Traité de Rome qui a jeté à six les bases de l'UE, le 25 mars 1957, se déroule sur fond de grande déprime. «Jamais encore, je n'avais vu une telle fragmentation et aussi peu de convergence dans notre Union», a déclaré cette semaine le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, en décrivant une Europe en pleine «crise existentielle».

Soit, mais plus parlant est le constat qu'a fait de son côté Antonio Tajani, président du Parlement européen: «Le projet européen n'a jamais paru aussi éloigné du peuple qu'aujourd'hui.»

D'où la question: en a-t-il jamais été près?

C'est là où le bât blesse. En fait, le projet européen a toujours été foncièrement économique. Ses pères fondateurs ne l'ont jamais conçu autrement. Il faudrait que les citoyens de cette Europe pourtant diverse se soumettent à une logique d'intégration économique sans dire un mot. Cela donne la réaction que l'on connaît maintenant, précipitée par la Grande récession, aiguës par la crise migratoire. Si, du reste, l'UE est aujourd'hui une institution supranationale honnie par une large part d'Européens pour cause d'indifférence sociale, cette crise démocratique est aussi une crise de confiance des électeurs envers leur gouvernement national.

L'Europe a 60 ans. Est-ce si vieux? Dans le temps long de l'histoire, il s'agit d'une expérience relativement nouvelle. Pour faire face à la crise, qui en est donc une aussi de croissance, M. Juncker présentait samedi à Rome un livre blanc proposant cinq pistes de solution. Mais cinq pistes qui ne prennent absolument pas en compte le grave déficit de consultation démocratique dans la construction européenne.

Le Brexit, l'influence de l'extrême droite sur le discours électoral partout en Europe, la situation explosive en France à un mois du premier tour de la présidentielle: les signaux ne sont-ils pas assez alarmants? Pour sortir l'UE de l'impasse, M. Juncker et le couple franco-allemand font mousser l'idée, courte, de faire progresser l'Europe «à plusieurs vitesses», question de tenir compte des différents niveaux de développement des pays membres. «L'unité n'est pas l'uniformité», plaide le président français François Hollande. Mais cette approche comporte manifestement le risque de creuser les inégalités, sinon aussi les tensions interétatiques, en particulier dans les rapports aux pays de l'Est.

L'UE a besoin d'être revisitée, sans attendre que l'extrême droite ne fasse plus de grabuge; d'entendre enfin les peuples qui la composent; de sortir de sa logique bancaire; d'être autrement plus sensible aux droits sociaux et aux droits des travailleurs, ainsi que le réclame Alexis Tsipras, premier ministre et acteur de la crise grecque oubliée; de cesser de laisser le débat sur son avenir être pris en otage par les europhobes.

## Le poing sur la table

Il est rare de voir Philippe Couillard monter sur ses grands chevaux pour vertement critiquer le gouvernement fédéral. D'habitude, il s'accommode très bien des contraintes propres au fédéralisme canadien et ne se formalise guère des désaccords, le plus souvent mineurs à ses yeux, qui peuvent surgir à l'occasion entre Québec et Ottawa.

Il y a deux semaines, Philippe Couillard n'a pas déchiré sa chemise quand il a commenté l'entente sur les transferts fédéraux en santé que son gouvernement s'était résigné à signer. Après avoir laissé son ministre Gaétan Barrette s'égosiller pendant des mois, le premier ministre a plutôt insisté sur les bons côtés de l'entente, notamment le respect du principe d'asymétrie.

Il en fut tout autrement pour le dernier budget Morneau. Philippe Couillard a exprimé sa «grande déception» devant l'absence d'engagement dans le budget fédéral relativement au financement des trois projets de transport en commun jugés prioritaires par Québec: le Réseau électrique métropolitain (REM), le prolongement de la ligne bleue du Métro et le Service rapide par bus (SRB), à Québec.

Piloté par la Caisse de dépôt et placement du Québec, le projet de REM, d'une valeur de 6 milliards, est celui des trois dont le financement doit être ficelé rapidement; les premiers travaux doivent s'amorcer cet automne. Le gouvernement fédéral est disposé à apporter sa contribution — il a fait circuler les chiffres de 1,2 milliard et de 1,5 milliard — par le truchement de la Banque de l'infrastructure du Canada. Or cette banque ne pourra être créée avant la fin de 2017, l'adoption d'un projet de loi étant nécessaire. Et on ne sait trop quand elle sera opérationnelle.

Philippe Couillard ne veut pas attendre. Le ministre des Finances, Carlos Leitão, décrira dans son budget, la semaine prochaine, le montage financier du projet, incluant la contribution estimée d'Ottawa.

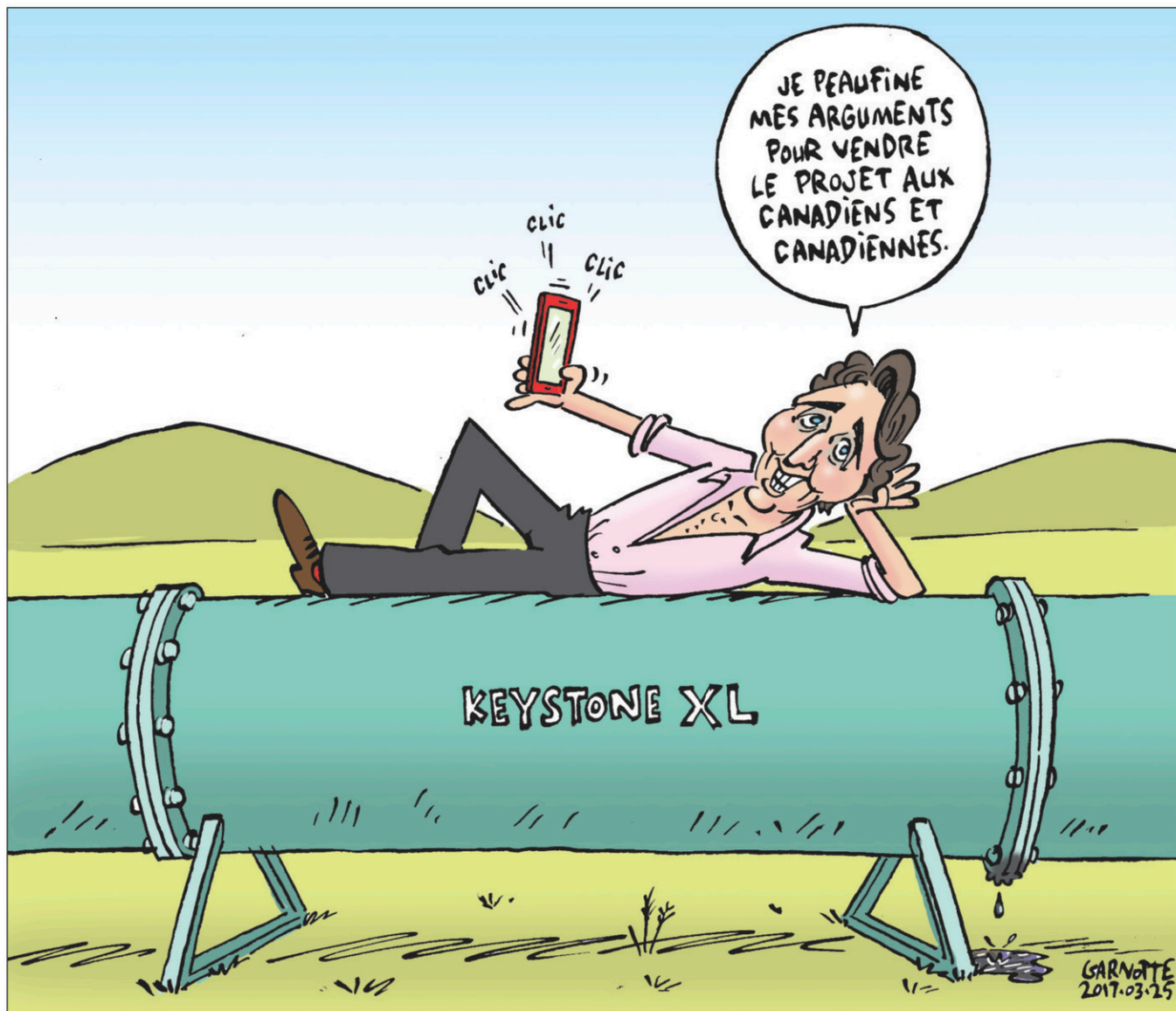
Vendredi, Justin Trudeau répondait au souhait de son homologue en affirmant la volonté de son gouvernement de participer aux trois projets. Dans un point de presse, Philippe Couillard a paru satisfait.

Cet épisode montre que le niveau de confiance de Philippe Couillard envers son homologue canadien n'est guère élevé et que la désinvolture et les approximations de Justin Trudeau l'exaspèrent. Le dossier de Bombardier — après plus d'un an de tergiversations, Ottawa a refusé d'investir dans le capital de la CSeries comme l'avait fait Québec — a laissé des traces. Stéphane Dion parti, le gouvernement Couillard n'a plus à Ottawa d'interlocuteur de poids pour intercéder en sa faveur. Et ce n'est certainement pas Mélanie Joly, trop heureuse de féliciter la ministre Jane Philpott pour l'entente sur la santé, qui pourra jouer ce rôle.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 &gt; FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES  
Rédactrice en chef LUCE JULIEN  
Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN  
Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN  
Directeur des finances STÉPHANE ROGER  
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD  
Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS  
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

## La liberté intellectuelle universitaire implique la rigueur

Je suis surpris que tant de commentateurs chevronnés associent la liberté intellectuelle universitaire au droit de dire n'importe quoi sur n'importe qui, et condamnent en conséquence l'Université McGill d'avoir sévi contre M. Andrew Potter. Bien sûr, nous sommes à l'ère du trumpisme, mais s'il est un lieu où les analyses malveillantes à l'emporte-pièce ne doivent pas sévir, c'est bien à l'université, qui se doit d'enseigner la rigueur intellectuelle et, à plus forte raison, condamner les libelles, surtout lorsqu'ils dénigrent en bloc une communauté particulière. On reproche à l'Université McGill d'avoir sans doute fait pression sur M. Potter pour qu'il démissionne de son poste à l'Institut d'études canadiennes. Si c'est un fait, c'est tout à son honneur. L'université devrait être le dernier rempart contre de telles dérives.

Anne Laperrrière,  
professeure retraitée de l'UQAM  
Le 24 mars 2017

## Perte de crédit

Au Québec, on ne paie pas le même taux d'impôt fédéral qu'ailleurs au Canada. Même les gens les plus éduqués en matières économiques parlent souvent d'un taux de 15% sur les crédits d'impôt du fédéral. Or, avec l'abatement, on baisse à 12,5%.

La perte pour le crédit pour transport en commun représente donc pour la région de Québec environ 120\$ par année. Est-ce suffisant pour vouloir abandonner son auto au profit du transport en commun? Le montant est encore plus faible pour les aînés et les étudiants. Et encore, il faut que ces gens paient de l'impôt pour en profiter et qu'ils aient eu la discipline de conserver tous leurs reçus.

Et puis, où donc est le contrôle pour s'assurer que le contribuable a vraiment payé ce montant? Avec le téléchargement de plus en plus répandu des déclarations d'impôt, combien de fonctionnaires devraient-ils payer pour vérifier si chacun parmi les millions de contribuables qui réclament ce crédit a en main ses reçus valides?

Ça en fait donc un crédit inutile et difficile à contrôler, la situation idéale pour y passer le couperet.

Le budget fédéral 2017 est vraiment terne pour que la perte minimale liée à ce crédit soit la mesure dont on entend parler le plus.

Jeannot Vachon  
Québec, le 23 mars 2017

## Dangereux raccourcis

Le tollé soulevé par les raccourcis adoptés par Andrew Potter ne devrait pas devenir lui-même l'occasion de raccourcis. Les propos d'André Denis présentent une vision bien simpliste de la participation dans le cadre du génocide rwandais. De nombreuses études menées auprès d'un nombre important de génocidaires ont démontré que l'idéologie identitaire n'était très souvent pas le motif principal de leur participation aux massacres. Je pense entre autres aux excellents travaux de Scott Straus et Lee Ann Fujii. Il ne faudrait pas profiter de la tribune ouverte par la tempête Potter pour continuer à véhiculer des idées qui n'aident pas à comprendre les motifs complexes de l'action individuelle dans le cadre d'événements comme un génocide.

Marie-Eve Desrosiers, Ph.D.  
Montréal, le 23 mars 2017

LIBRE OPINION

## Lettre à Éric Duhaime

MAXIM BONIN

Étudiant à la maîtrise en communication,  
études médiatiques, UQAM

J'espère que tu vas bien? T'as réussi à avoir beaucoup de visibilité pour la vente de ton livre. Tu dois être content. C'était bien planifié. Bravo.

Je t'écris Éric, parce que les nouvelles qui circulent au sujet de ton essai brassent des souvenirs. Des bons et de mauvais.

T'inquiètes je n'ai aucune envie de jouer à la «victime». Ma vie va bien et j'ai été chanceux. Mon homosexualité ne m'a pas amené dans l'enfer de la drogue ou de l'alcool. Quoiqu'à 17 ans, je buvais un peu trop, mais j'avais un band de musique rock et je voulais être le prochain Liam Gallagher, donc ça allait de soi. En fait, je me suis un peu reconnu dans ton discours. Je me suis reconnu, moi Maxim, jeune homosexuel dans la vingtaine au début des années 2000 qui était plus ou moins à l'aise avec l'étiquette qu'on lui attribuait.

J'ai vécu mon adolescence dans les années 1990, dans un Québec encore un peu homophobe. J'ai traité des gars de «tapette». J'ai associé «le sida aux fiffs». Je m'excuse. C'était alors ma réalité. Finalement, je suis sorti du placard à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle après avoir lu un article sur un chanteur d'un band britannique qui avouait son homosexualité (malheureusement pas Liam G.). À cette époque, je ne comprenais pas la culture LGBT. Il n'y avait pas plus de lettres qui

composaient l'acronyme en 1997, du moins, je pense. Je la méprisais donc, cette culture trop intense pour la personne que j'étais à cette époque. À la vingtaine, j'ai cheminé un peu, mais je restais un gai un peu homophobe qui snobait le Village à Montréal.

## Mon propre inconfort

Puis un jour, j'ai réalisé que ce mépris était un peu le reflet de mon propre inconfort par rapport à qui j'étais. Cela dit, Éric, je ne suis surtout pas en train de te faire la leçon. Je ne suis pas en train d'essayer de te dire que tu ne vas pas bien ou que «tu n'es pas gai».

Tout ça, c'est un peu le reflet de la société beaucoup trop polarisée à l'intérieur de laquelle d'autres jeunes vivent les mêmes choses que toi et moi avons surmonté il y a quelques années. Le problème, Éric, il est là. Ton discours alimente une polarisation du débat à l'intérieur duquel, des jeunes gais, queers, trans, bisexuels, qui en arrachent plus que toi et moi, doivent simplement garder le goût de vivre. C'est dans l'air...

Moi, j'embrasse mon chum à la croisée des lignes verte et orange dans le Métro de Montréal quand on se quitte pour aller au travail, mais je ne frence pas mon chum en pleine rue à Batiscaan. Aujourd'hui, je trouve le Village gai de Montréal vraiment «trash», mais si c'est la porte d'entrée vers «un monde

meilleur» pour un jeune qui se fait tabasser à Chicoutimi, et bien le Village, il a encore une raison d'être. Ça vaut aussi pour les organismes que tu trouves beaucoup trop riches et qui viennent en aide aux gens qui l'ont peut-être moins facile que nous deux. Tu vois, Éric, tant et aussi longtemps qu'on aura du mépris pour un genre, tu ne peux juste pas proclamer sa «mort» sans penser à l'impact que ton discours peut avoir, et ce, au-delà de te permettre de vendre des copies de ton livre.

Je ne suis pas le plus grand des activistes. Loin de là. Je n'ai jamais milité pour une cause en particulier. Il y a des gens beaucoup plus investis qui le font mieux que moi, mais il y a des choses que je ne peux pas laisser aller. Tu sais, Éric, ton coming out médiatique était super bien planifié. T'as la chance d'avoir un micro et une tribune dans la sphère publique qui font de toi quelqu'un de plus influent, d'une certaine façon, qu'un politicien. Aujourd'hui, tu parles de «lobby gai» et de «la fin de l'homosexualité». Quelque part au Québec, il y a un jeune qui ne te comprend pas et qui a encore plus de misère à se comprendre.

Ce soir, mon cher Éric, quand tu te coucheras à côté de l'homme que t'aimes, j'espère que tu dormiras sur tes deux oreilles. Ça t'évitera d'entendre l'appel à l'aide de ceux que tu penses que l'on «victimise» trop dans une société québécoise «trop tolérante».

## IDÉES

SALLE ANDRÉ-MATHIEU À LAVAL

## Plaidoyer en faveur des arts et de la raison

MARIE-FRANCE LANOUE

Enseignante en philosophie au Cégep de Sherbrooke  
Doctorante en philosophie à l'Université Laval

C'est un bien long communiqué de presse qu'a mis en ligne l'organisme lavallois [co] motion, pour essayer de justifier la censure dont a fait l'objet l'exposition de l'artiste Christian Messier. Ayant visiblement voulu contenter, maladroitement, une mince fraction d'un public outré par le travail de l'artiste, la directrice responsable de la salle André-Mathieu, Julie Perron, avait décidé de retirer six œuvres de l'exposition, provoquant du même coup une vague d'indignation.

Pourtant, quiconque possède un minimum de connaissances en histoire de l'art — pour ne pas dire de sens commun — conviendra que rien ne justifiait, raisonnablement, le retrait de ces œuvres. Si au départ on peut penser qu'il s'agissait là d'un incident isolé, résultant simplement d'un choix mal avisé, le contenu du communiqué semble révéler un problème latent plus sérieux. On peut y lire que, cherchant à créer un espace de discussion suite à l'incident, « [co] motion organisera dans les prochaines semaines une activité de médiation visant à échanger sur l'art actuel, notamment: espace public versus lieux spécialisés en arts actuels, enjeux et choix des expositions en tenant compte des différents publics ». Or, ce que ces thèmes reflètent, c'est une orientation de la discussion très claire qui semble confirmer ce phénomène de marginalisation des arts et des artistes dans la société que dénonçait Christian Messier, en entrevue à Radio-Canada. Que faut-il conclure effectivement de cette initiative de médiation culturelle: doit-on comprendre que l'art actuel, et ses lieux de diffusion, sont distincts de l'espace public? Cette idée, bien que tout à fait absurde, est pourtant celle qui prédomine.

Derrière tout ceci se trouve très certainement une méconnaissance du fait culturel contemporain et surtout de son incroyable diversité. Il est vrai que l'art actuel ou contempo-



Paradise Liebe, Christian Messier, 2016

rain est plus exigeant pour le spectateur: les démarches sont éclatées, le fond (démarche) tend à remplacer la forme (matière) et le caractère transgressif ou provocateur de certaines propositions esthétiques peut en rebuter plus d'un. Ce sont essentiellement ces caractéristiques qui sont responsables des nombreux préjugés qui gravitent autour de ce qu'on appelle l'art actuel ou contemporain.

## Particularité de l'art contemporain

Depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les artistes utilisent sans restriction ni gêne toute la technique et le savoir moderne au profit de l'expression créatrice: installations visuelles ou sonores, modification du territoire, happenings... ont remplacé les médiums traditionnels qu'étaient la peinture et la sculpture. Mais encore là, notre description du fait culturel contemporain n'est pas tout à fait juste. Plusieurs artistes n'hésitent pas — et c'est le cas de Christian Messier — à utiliser les médiums traditionnels. Nous commençons à cerner ici ce qui constitue plus exactement la particularité de l'art contemporain: son insaisissabilité. Sitôt essaie-t-on de le définir qu'il nous échappe. Le bon art ou le mauvais art, voilà quelque chose de dépassé. Désormais, les œuvres d'art font appel aussi à notre sens critique et constituent des invitations au dialogue. Dans ce contexte, les jugements de valeur purement

subjectifs n'ont plus leur place et ne sont surtout d'aucune aide. « Je trouve ces œuvres vulgaires » ne dit rien ni à propos des qualités formelles de l'œuvre ni à propos de la démarche de l'artiste — ces choses objectives qui peuvent être partageables par d'autres que moi et moi seul. Et c'est justement ce à quoi sert l'espace public: un lieu de rencontre entre différentes subjectivités qui sont justement capables de se rencontrer parce qu'elles savent faire abstraction de leurs préférences purement personnelles. On peut ne pas aimer une œuvre tout en étant en mesure de reconnaître objectivement son intérêt du point de vue esthétique. C'est ce qui s'appelle être raisonnable.

Ne pas comprendre ce que l'on voit peut être très décevant et parfois même carrément frustrant. Le philosophe espagnol José Ortega y Gasset disait à propos de l'art contemporain que celui-ci « divise le public en deux classes d'hommes: ceux qui le comprennent et ceux qui ne le comprennent pas ». Or, il serait temps de mettre un terme à cette croyance selon laquelle le public est incapable de comprendre. Cette division des publics et des arts est justement la cause de ce phénomène de marginalisation de l'art et des artistes. De toute évidence, notre société ne valorise ni les arts ni la culture. Elle fait plutôt la promotion d'un certain type d'art et d'un certain type de culture. Veiller à ce que le public puisse demeurer à l'abri de l'art actuel, en lui réservant des espaces distincts, c'est non seulement faire du nivellement vers le bas, mais c'est aussi saboter l'essence même de ce qu'est l'espace public qui est le lieu où s'exprime librement la diversité — des croyances, des idées, des sensibilités, des opinions. Nous devrions plutôt multiplier les occasions pour permettre aux gens, tous milieux confondus, de côtoyer cette diversité artistique et culturelle. Il faudrait enfin qu'il y ait une volonté politique qui puisse soutenir une véritable éducation aux arts et à la culture: donnons des outils au public pour qu'il puisse comprendre (et développer un jugement critique qui ait une certaine valeur) au lieu de participer à cette marginalisation des arts et des classes.



OLIVIER ZUIDA LE DEVOIR

L'interdiction menace un créneau de pêche très important qui soutient toute une économie.

## Inutile d'interdire les poissons-appâts

PIERRE LATRAVERSE

Président bénévole de la Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs

La Fédération québécoise des chasseurs et pêcheurs porte le plus grand respect aux chercheurs québécois dont les travaux améliorent la gestion de la faune de notre province. Mais encore faut-il qu'ils comprennent bien les dossiers sur lesquels ils prennent position.

Les chercheurs Céline Audet, Louis Bernatchez et Pascal Sirois plaident, dans un article publié dans *Le Devoir* le 23 mars, en faveur de l'interdiction des poissons-appâts vivants comme moyen de contrôle de la propagation de la carpe de roseau. Mais, dans les faits, l'arrivée de cette carpe n'est qu'un prétexte pour alarmer le public au sujet des poissons-appâts.

Pour notre fédération, l'interdiction de poissons-appâts vivants n'entraînera pas que la perte d'une petite fraction des adeptes de pêche qui pratiquent la pêche blanche. On craint la perte d'un créneau de pêche très important qui soutient toute une économie, particulièrement au lac Saint-Pierre, au cœur de la région la plus peuplée de la province. Il y a deux ans, le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP) tenait un discours similaire à la veille de l'augmentation inconsidérée des tarifs des permis de pêche. Résultat: 55 000 permis de pêche de moins vendus par année! Il est à parier que cette baisse va se poursuivre et même qu'elle accélèrera avec cette interdiction.

## Déjà interdit

La réclamation du statu quo ne concerne pas le fait que l'on considère que le mal est déjà fait. Elle concerne le fait qu'il est déjà interdit d'utiliser les poissons-appâts vivants dans la plupart des eaux intérieures, particulièrement là où il y a de l'omble de fontaine. Le triste épisode de la dispersion du meunier noir date d'une autre époque, où les règles étaient toutes autres. Aucune autre invasion de ce genre n'est survenue depuis et ne pourrait survenir, étant donné qu'il est interdit de posséder, de transporter ou d'utiliser des poissons-appâts dans de tels lieux. Si cela survenait, ce serait dû à des contrevenants pour qui l'ajout de nouvelles réglementations ne changera rien. Pour le corridor fluvial, on utilise les poissons-appâts là où ils vivent!

Par ailleurs, les poissons-appâts vivants utilisés pour la pêche blanche sont capturés tard à l'automne, alors qu'ils mesurent généralement moins de sept centimètres. À ce moment, les jeunes carpes en mesurent presque le double. Il est impossible pour les pêcheurs commerciaux de poissons-appâts accrédités de confondre les poissons-appâts et les carpes de roseau. Jamais une carpe ne pourrait se retrouver chez un détaillant.

Concernant les études sur le sujet, nous avons maintes fois demandé au MFFP de nous présenter les siennes, ainsi que ses analyses de risque concernant la vente et le transport des poissons-appâts. Nous les attendons toujours.

En terminant, nous poserons cette question: pourquoi les gestionnaires de l'Ontario et des États américains limitrophes du Québec, déjà aux prises avec des carpes de roseau, jugent-ils qu'il est possible d'utiliser plus libéralement les poissons-appâts qu'au Québec?

## Écrivez-nous!

*Le Devoir* se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 5500 caractères (y compris les espaces), ou environ 850 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)), mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## Lutte contre le racisme: des paroles aux actes

HAROUN BOUAZZI\*

En cette année 2017, la Semaine d'actions contre le racisme (qui se termine le 31 mars) revêt une importance particulière. Ayant lieu à peine deux mois après la tuerie de Québec, cette semaine d'action et de sensibilisation est une occasion unique pour le Québec de montrer qu'il sait passer des paroles aux actes quand il s'agit de montrer l'exemple en matière de lutte contre le racisme. Il va sans dire que sur ce terrain-là, le rôle et la responsabilité du gouvernement sont de première importance. C'est au gouvernement de donner le ton et d'imposer la cadence devant l'urgence d'agir.

Cela fait maintenant plusieurs années qu'une diversité de groupes tire la sonnette d'alarme concernant le racisme dans notre société. Aux problèmes de discrimination à l'embauche, de profilage racial, de barrières institutionnelles à la reconnaissance des diplômes, de discrimination au logement, de sous-représentation dans les médias ou à l'Assemblée nationale, viennent s'ajouter les délits et les crimes haineux, les lieux de culte vandalisés, l'intimidation, les menaces de mort contre les militants antiracistes, et maintenant la tuerie atroce à la mosquée de Sainte-Foy.

S'il n'existe pas de races au sens biologique du terme, on conviendra qu'il existe une construction sociale qui racialise les citoyens. Il existe un système social qui fait en sorte qu'une personne est défavorisée dans la société par sa couleur de peau, sa religion ou ses origines. Ce système, qui produit et reproduit des inégalités entre citoyens sur la base de leur racialisation, est appelé racisme systémique.

Pour comprendre le racisme systémique, l'analyser, le déconstruire et lui apporter des réponses globales et cohérentes, il faut d'urgence mettre sur pied une commission de consultation publique sur le racisme systémique. Cet exercice démocratique important doit être le point de départ d'un ensemble de politiques publiques qui viseraient à répondre de manière efficace et innovante aux défis établis. Mais déjà, il est possible de proposer quelques pistes pour la mise en œuvre d'initiatives très concrètes inspirées de politiques publiques existantes au Québec ou ailleurs.

**Conseil de la lutte contre le racisme:** À l'instar de la Direction générale de l'action contre le racisme en Ontario, il faut créer un Conseil de la lutte contre le racisme. Ce conseil serait au racisme ce que le Conseil du statut de la femme est au sexisme.

**Droit au travail:** Établir des politiques claires d'actions positives avec des objectifs chiffrés afin que toutes les institutions publiques atteignent leurs buts en matière d'embauche de personnes issues des minorités racisées.

**Éducation:** Introduire un cours obligatoire dans l'enseignement secondaire qui porterait sur le racisme contre les autochtones ou les Noirs, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, l'hom-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Une mosquée vandalisée à Montréal

phobie, etc. En effet, chaque citoyen québécois doit être éduqué afin d'être en mesure de comprendre ces systèmes d'oppression, leurs particularités, leurs origines et leurs manifestations. Au-delà de la notion de « diversité », il est temps d'enseigner des concepts comme ceux d'essentialisation, de privilèges, de colonisation, de racialisation, de discrimination systémique, de patriarcat, etc. Ces concepts sont essentiels à la participation active des citoyens québécois à un véritable vivre-ensemble égalitaire.

**Justice et sécurité:** Former les employés des différents corps de police et le Directeur des poursuites criminelles et pénales à reconnaître et à traiter sérieusement les actes haineux. Diffuser l'information sur les cas traités par la police dans le but de rassurer les populations et de dissuader les éventuels criminels.

Prévoir des sanctions sévères contre les employés des corps policiers qui se livrent à du profilage racial. Mettre sur pied un programme de compensation financière permettant de dédommager adéquatement et facilement toute personne victime de profilage racial.

**Sensibilisation:** Organiser une campagne de sensibilisation nationale pour lutter ouvertement contre toute forme de racisme, y compris contre les autochtones et les musulmans, et mieux valoriser la diversité qui enrichit le Québec.

**Représentativité médiatique et culturelle:** Assurer une juste représentation de la diversité culturelle et sociale du Québec dans les médias et dans les projets culturels subventionnés en mettant en place des incitatifs forts pour transformer les mécanismes systémiques de réduction des pouvoirs en place.

**Politique municipale et lieux de culte:** Établir une politique globale pour garantir aux minorités religieuses leur droit de jouir de lieux de culte accessibles et sécuritaires.

**Formation des fonctionnaires:** Mettre en place une formation pour sensibiliser les fonctionnaires de l'État aux questions de racisme et de discrimination.

## Un Québec plus juste

Le racisme a des impacts directs sur la vie de près d'un million de Québécois. Des personnes noires, autochtones, musulmanes, d'origine latino-américaine, asiatique, arabe ou berbère sont bafouées quotidiennement dans leur droit à l'égalité et à la dignité. Plusieurs sont menacées dans leur intégrité physique. Certaines en sont mortes. L'attentat du 29 janvier dernier a suscité chez la majorité de nos concitoyens beaucoup d'émotion, une prise de conscience et un élan de solidarité sans précédent. Cette cause n'est pas seulement celle des racisés, c'est celle de nous toutes et nous tous, Québécoises et Québécois, qui rejetons les inégalités systémiques et rêvons d'un Québec plus juste, plus harmonieux et plus fort.

Alors que nos voisins du Sud ont élu Trump et que le parti de Marine Le Pen s'apprête à réaliser le meilleur score de son histoire en France, il est temps que le Québec montre la voie à suivre. Il est temps de passer des paroles aux actes.

\*Déclaration signée par plusieurs organismes et personnalités, dont on trouvera la liste sur nos plateformes numériques.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon (chef de division), Robert Dutrisac (éditorialiste), Michel Garneau et Pascal Elie (carticaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuidà (chercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphane Baillargeon (généraliste), Gérard Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (sports), Marco Fortier (éducation), Marie-Pier Frappier (pupitre), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Marie-Michèle Sioui (correspondants parlementaires à Québec), Dave Noël (recherche), Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle: Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), François Lévesque (écarts), Caroline Montpetit (arts vivants), Philippe Papineau (médias); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (chef de division et éditorialiste); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux: Loïc Hamon (responsable); équipe numérique: Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction: Andrée Béard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (coordonnatrice à la rédaction), Jean-Philippe Proulx (commis), DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa), PUBLICITÉ: Charleyne Bachraty (adjointe au vice-président), Marlène Côté, Evelyn De Varennes, Amel Ellimam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebail (directrices de comptes), Amélie Maltais (commis aux amis publicitaires); PRODUCTION: Caroline Desrosiers, Yannick Morin, Anthony White et Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur Web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Luc Girard (technicien informatique), Solène M. Hébert (développeuse Web), PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET: Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Caroline Filion, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle), ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

# SCIENCES

## Montréal, berceau de la physique nucléaire

C'est à Montréal, à l'Université McGill, que le physicien Ernest Rutherford fit ses principales découvertes qui lui valurent le prix Nobel en 1908 et jetèrent les bases de la physique nucléaire. Puis, durant la Seconde Guerre mondiale, c'est dans un laboratoire secret de l'Université de Montréal que des physiciens britanniques, français et canadiens commencèrent à mettre au point un premier réacteur nucléaire à l'aide d'uranium naturel et d'eau lourde dans le cadre du projet Manhattan piloté par les Américains. Grâce à ces recherches d'avant-garde, le Canada possédait, au sortir de la guerre, la seconde infrastructure nucléaire mondiale après les États-Unis.

PAULINE GRAVEL

Le Néo-Zélandais Ernest Rutherford faisait des recherches au laboratoire Cavendish de l'Université Cambridge, en Grande-Bretagne, quand l'Université McGill lui offrit un poste de professeur de physique expérimentale. La proposition d'un salaire annuel de 2500\$ dans un bâtiment nouvellement construit et équipé grâce au riche propriétaire de la Macdonald Tobacco, William Macdonald, s'avérait séduisante pour le jeune physicien de 26 ans qui venait de se fiancer. D'autant plus que le laboratoire Macdonald est, à l'époque, l'un des mieux équipés du monde.

Rutherford arrive donc à l'Université McGill durant l'automne 1898, alors que la radioactivité que vient de découvrir Henri Becquerel en 1896 sur l'uranium et qu'a confirmé dans la foulée Marie Curie pour le radium et le polonium, suscite le plus grand intérêt chez les physiciens.

À McGill, il utilise le phénomène d'ionisation pour étudier la nature et les propriétés de la radioactivité. Pour ce faire, il introduit une source de radium entre deux feuilles d'or chargées électriquement, ce qui lui permet de découvrir que l'uranium émet deux rayonnements différents ayant des pouvoirs de pénétration différents : des rayons alpha et des rayons bêta. Qui plus est, il comprend que les rayons alpha sont en fait des particules porteuses d'une charge positive. Et il mesure leur vitesse, qui atteint environ 30 000 km/sec, précise Jean Barrette, professeur à la retraite de l'Université McGill et gardien du Musée Rutherford du Département de physique de l'Université McGill, qui est aujourd'hui situé dans un bâtiment construit au début des années 1970, et qui porte le nom du célèbre physicien nobélisé. Le musée renferme certains instruments conçus par Rutherford et qu'il a utilisés dans ses expériences. Le bâtiment Macdonald, où Rutherford a mené ces expérimentations, a toutefois été rénové et abrite maintenant la bibliothèque Schulich de science et de génie.

### Thorium et radium

Rutherford démontre ensuite que le thorium émet un gaz radioactif, tout comme Pierre et

Marie Curie l'avaient remarqué avec le radium. Il dénomme cette « émanation » du thorium, le thoron, qui est en fait un isotope du radon, soit du radon 220.

En 1901, Frederick Soddy, un jeune chimiste anglais, se joint à Rutherford à titre d'appareilleur. Les deux scientifiques utilisent une chambre d'ionisation, qui consiste en un cylindre au centre duquel se trouve une électrode. Lorsqu'ils y introduisent un élément radioactif, comme le thorium, le gaz qui est émis lors de la désintégration du thorium est ionisé. Lorsqu'ils appliquent un voltage entre l'électrode et le tube, un courant se crée. En mesurant ce courant, ils estiment alors le taux de désintégration de l'élément. Or, ils observent aussi que ce gaz se désintègre à son tour.

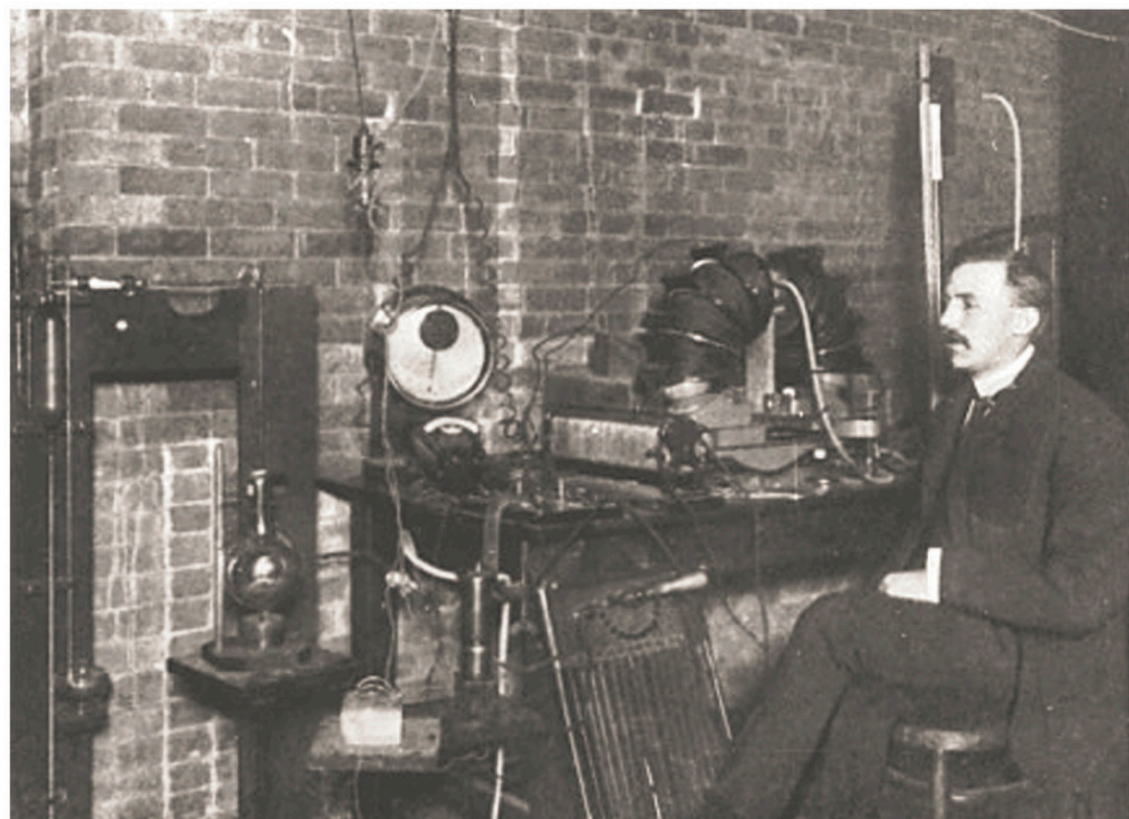
Pendant 18 mois, Rutherford et Soddy font de nombreuses expériences qui les conduiront à découvrir que les atomes radioactifs se désintègrent et se transforment en atomes d'un tout autre type. Il s'agit d'un concept complètement révolutionnaire pour l'époque, car les physiciens croient alors que l'atome est indestructible et que seules les molécules peuvent changer de nature par des processus chimiques. Or, Rutherford et Soddy, qui obtient le prix Nobel de chimie en 1921, démontrent que le thorium se désintègre en une série d'autres éléments par un processus physique. Ils dénomment ce phénomène « transmutation ».

Les deux scientifiques remarquent qu'un atome radioactif est un atome instable, qui au bout d'un certain temps va se désintégrer. Le moment de sa désintégration est toutefois un phénomène statistique qu'on ne peut influencer d'aucune manière. Ils constatent que chaque élément a une demi-vie, ou période radioactive, différente. Durant cette période, la moitié des atomes de l'élément initialement présents se désintègrent naturellement, et cette réduction du nombre d'atomes suit une décroissance exponentielle.

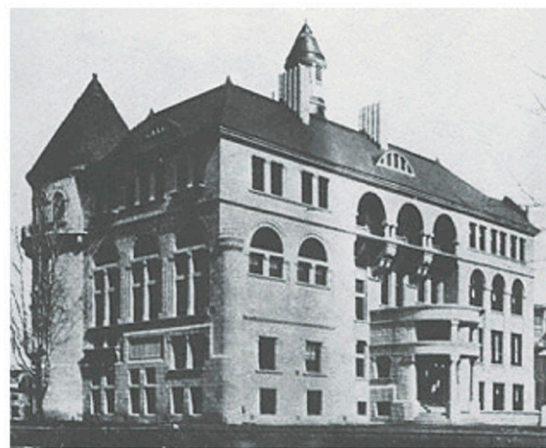
### Commotion internationale

Ces observations les mènent à définir la loi de la désintégration radioactive, qui fait l'objet d'une importante publication en 1902 intitulée « *Les causes et la nature de la radioactivité* ».

Le physicien allemand Otto Hahn qui plus



Le laboratoire Macdonald est, à la fin des années 1800, l'un des mieux équipés du monde. C'est là où Ernest Rutherford, sur la photo, a fait sa recherche de 1898 à 1907.



Le Macdonald Physics Building a été construit en 1893. Le bâtiment a été rénové dans les années 1970 pour accueillir la bibliothèque Schulich, mais il conserve le charme de l'époque.

tard découvrit la fission nucléaire, pour laquelle il obtiendra le prix Nobel de chimie en 1944, vient travailler à l'Université McGill en 1905. Il aide Rutherford à déterminer la chaîne de désintégration du thorium. Il découvre ainsi le thorium C, qui sera dénommé plus tard le bismuth 212, ainsi que le radioactinium, qui n'est rien d'autre que du thorium 227.

Durant les neuf années que Rutherford a passées à McGill, Rutherford a publié 69 articles. Dans 45 d'entre eux, il figure comme seul auteur. Il cosigne les autres avec un collègue, dont notamment Soddy. « *Aujourd'hui, des articles de cette envergure sont signés par des équipes composées de nombreux chercheurs. L'article confirmant l'existence de la particule de Higgs, par exemple, compte presque 3000 auteurs* », fait remarquer M. Barrette.

Rutherford quitte finalement McGill en 1907 pour devenir professeur à l'Université de Manchester, en Angleterre, où il confirme avec Thomas Royds que les particules alpha sont bel et bien des noyaux d'hélium (des atomes d'hélium auxquels il manque deux électrons). L'année suivante, en 1908, il reçoit le prix Nobel de chimie pour toutes les découvertes qu'il a effectuées à Montréal, et principalement pour celle montrant que la radioactivité est un phénomène de transmutation.

En 1911, il met en évidence l'existence du noyau atomique qui est situé au centre de l'atome et qui renferme toute la charge positive de l'atome et presque toute sa masse. En 1919, il induit la première transmutation artificielle de l'histoire en bombardant de l'azote qui se transforme alors en oxygène.

Le Devoir

## Dans un labo secret de l'UdeM, on participe au projet Manhattan

En août 1942, en pleine guerre mondiale, le gouvernement britannique cherche à relocaliser dans un lieu plus sûr les chercheurs qui œuvrent dans son laboratoire de physique nucléaire, à Cambridge. Il désire également faciliter la collaboration entre ces chercheurs européens et ceux travaillant au projet Manhattan lancé par le président Roosevelt aux États-Unis.

Il amorce des négociations avec le Canada qui accepte de mettre sur pied le Laboratoire de Montréal. Le 19 août 1943, dans le cadre de la conférence de Québec, Winston Churchill et Franklin Roosevelt signent secrètement l'Accord de Québec qui permet d'intégrer le programme nucléaire britannique Tube Alloys au projet Manhattan. Du coup, cette entente intègre indirectement dans un premier temps le Canada dans le programme nucléaire des Alliés.

Le physicien québécois Pierre Demers, décédé le 29 janvier dernier à l'âge de 102 ans, a travaillé au Laboratoire de Montréal durant la guerre, mais à cette époque, il ne connaissait absolument pas le but des recherches qu'il menait. Il ne l'apprendra que lorsqu'explose la première bombe atomique sur Hiroshima, le 6 août 1945.

Pierre Demers est recruté par Hans von Halban, un physicien français d'origine autrichienne avec lequel il a étudié au laboratoire de Frédéric Joliot-Curie à Paris. Lorsque les Allemands occupent Paris, Halban et certains de ses collègues quittent la France pour l'Université de Cambridge. Il est ensuite envoyé à Montréal pour diriger le Laboratoire de Montréal dont la mission est de servir le projet Manhattan qui vise à mettre au point une arme nucléaire.

Le Conseil national de re-



En 1943, l'Université de Montréal accueille un laboratoire secret de physique nucléaire dans l'aile ouest du pavillon principal.

cherches du Canada réquisitionne une surface de 200 mètres carrés à l'Université de Montréal, qui accueille finalement ce laboratoire secret dans l'aile ouest du pavillon principal (pavillon Roger-Gaudry). Plus de 340 chercheurs britanniques, français, américains et canadiens travailleront dans ces installations qui étaient surveillées en permanence par un agent de la Gendarmerie royale du Canada.

Le but principal des recherches de Montréal visait à montrer qu'il était possible de créer et de soutenir la fission nucléaire avec de l'uranium naturel et de l'eau lourde, et que cette technologie pouvait servir à produire du plutonium, un matériau hautement fissile mais presque inexistant à l'état naturel.

Le problème de l'uranium naturel est qu'il contient très peu (0,7%) d'uranium 235, l'élément radioactif le plus propice pour produire de l'énergie nucléaire, mais principalement (99%) de l'uranium 238 qui n'est pas fissile et qui, par conséquent, n'est pas utile pour fabriquer une bombe ou

un réacteur nucléaire. Les scientifiques s'appliquaient donc à accroître la proportion d'uranium 235 dans le combustible qu'ils utilisaient.

Pour produire de l'uranium enrichi, on fait réagir l'uranium naturel avec du fluor et on obtient de l'hexafluorure d'uranium qui est un gaz. « *Durant la Deuxième Guerre mondiale, on poussait le gaz à travers des filtres qui laissaient passer les molécules d'uranium 235 qui sont plus petites et qui retenant les molécules d'uranium 238. La méthode utilisée aujourd'hui consiste à faire appel à d'énormes centrifugeuses. Le gaz qui se retrouve le plus près des parois est un peu plus dense en uranium 235 parce que ses molécules sont plus légères. En répétant plusieurs fois cette manipulation, on arrive à un composé enrichi en uranium 235. Il s'agit toutefois d'un processus difficile et assez coûteux* », explique Richard Leonelli, directeur du département de physique de l'Université de Montréal. C'est pourquoi on a tenté au Canada de concevoir un réacteur nucléaire utilisant de l'uranium naturel.

### Le projet Manhattan

Le projet Manhattan, de son nom de code, est un projet lancé en 1939 par le gouvernement américain dans le but de créer une bombe nucléaire pour battre l'Allemagne. Le projet impliqua des scientifiques venus d'Europe, du Canada et des États-Unis. Il évolua jusqu'à employer à son apogée plus de 130 000 personnes avec un budget équivalent à plus de 26 milliards de dollars actuels. Le projet grossissant de plus en plus, il absorba son équivalent britannique nommé Tube Alloys. Canadiens, Français, Américains, Anglais, et même quelques Allemands défiant l'autorité de leur patrie, travaillaient main dans la main pour le développement d'une arme meurtrière. Dans le cadre du projet, trois bombes furent construites. Une première bombe expérimentale, nommée Gadget, fut testée au Nouveau-Mexique, le 16 juillet 1945. Une deuxième bombe à uranium enrichi, Little Boy, fut larguée sur Hiroshima, le 6 août 1945, pour persuader le Japon de stopper la guerre. Une troisième bombe à plutonium, Fat Man, pour les mêmes raisons, explosa sur Nagasaki le 9 août 1945. Cette hécatombe marqua la fin de la Seconde Guerre mondiale.

À partir de 1944, pour des raisons de sécurité, l'équipe œuvrant au Laboratoire de Montréal déménagea dans les laboratoires de Chalk River, en Ontario, où elle compléta la conception d'un petit réacteur ZEEP (Zero Energy Experimental Pile).

### Fission nucléaire

Pour induire la fission nucléaire, on bombarde une masse d'uranium à l'aide de neutrons. Lorsqu'un noyau d'uranium 235 capture un neutron, il devient un atome d'uranium 236 qui est instable et qui par conséquent se brise en deux fragments moins lourds tout en libérant quelques neutrons. Ces derniers peuvent à leur tour être absorbés par d'autres atomes d'uranium 235 qui se fragmenteront et produiront d'autres neutrons, lesquels en se multipliant entraînent une réaction en chaîne qui, si elle n'est pas ralentie, aboutira à une explosion.

Or, les neutrons qui sont émis lors de la fission sont tellement

rapides que les atomes d'uranium 235 toujours présents ne parviennent pas à les retenir. On utilise donc un modérateur pour les ralentir. Le modérateur se compose généralement de noyaux légers, comme le carbone, contre lesquels les neutrons entrent en collision. Les noyaux de deutérium constituent aussi un très bon modérateur contre lequel « *les neutrons rebondissent et sont ralentis comme quand une boule de billard frappe une autre boule de billard* », explique M. Leonelli.

« *Contrairement à l'atome d'hydrogène qui se compose d'un proton et d'un électron, le noyau de deutérium est constitué d'un proton et d'un neutron. Dans l'eau lourde, les deux atomes d'hydrogène sont remplacés par deux atomes de deutérium* », précise Richard MacKenzie, professeur au département de physique de l'Université de Montréal.

« *On s'est rendu compte que, quand on utilise du carbone comme modérateur, on ne ralentit pas suffisamment les neutrons*

pour avoir une réaction soutenue, c'est pourquoi on doit utiliser de l'uranium enrichi. Tous les réacteurs nucléaires dans le monde qui utilisent les filières américaines ou européennes sont des réacteurs à l'uranium enrichi, fait remarquer M. Leonelli. *L'eau lourde rend possible l'utilisation de l'uranium naturel parce qu'elle ralentit suffisamment les neutrons pour que, même s'il y a beaucoup moins d'atomes d'uranium 235, les neutrons arrivent à les trouver. Aujourd'hui seul le Canada fabrique des réacteurs à uranium naturel qui utilisent de l'eau lourde comme modérateur, ce sont les réacteurs CANDU (Canada deuterium Uranium).* »

Les recherches sur l'eau lourde menées au Laboratoire de Montréal, puis à Chalk River, ne visaient pas « *directement à fabriquer des bombes, mais plus à comprendre tous les paramètres de la réaction pour déterminer les masses critiques [nécessaires pour que la réaction se multiplie de façon exponentielle] pour fabriquer une bombe. Une partie des recherches avec l'eau lourde visait aussi à trouver une façon efficace de fabriquer du plutonium 239, un élément qui n'existe plus à l'état naturel mais qui est très fissile et donc propice pour la fabrication des bombes. Le réacteur CANDU permet d'en fabriquer très efficacement en bombardant de l'uranium 238 avec des neutrons. On obtient alors de l'uranium 239 qui est instable et émet un électron, ce qui le transforme en plutonium 239.* »

Grâce à tous ces travaux effectués durant la guerre, le Canada s'est retrouvé avec la seconde infrastructure nucléaire du monde après celles des États-Unis.

Avec la collaboration de Léo Mariage  
Le Devoir